

DANS L'ACTUALITE du 5 au 7 mai 2015

### Textes officiels

JORF n° 0106 du 7 mai 2015

**Nouveau programme national de renouvellement urbain**

[Arrêté du 29 avril 2015 relatif à la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visés en priorité par le nouveau programme national de renouvellement urbain](#)

JORF n° 0105 du 6 mai 2015

**Tarif de location des infrastructures mises à disposition des opérateurs de téléphonie mobile par les collectivités territoriales en zone blanche**

[Arrêté du 28 avril 2015 fixant au titre des années 2012 et 2013 le tarif de location des infrastructures mises à disposition en zone blanche pour les opérateurs de téléphonie mobile](#)

### Projet de loi

**Libérer la croissance en France : le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques en examen au Sénat**

Jeudi 7 mai, le Sénat poursuit dans la matinée l'examen du projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques. Le vote et les explications de vote sur l'ensemble du texte auront lieu le 12 mai.

[Petite loi \(articles déjà examinés\)](#)

Source : senat.fr du 07/05/2015

## Jurisprudence

Le Conseil d'État confirme l'annulation des élections de Sainte-Rose (La Réunion).

[CE 7 mai 2015 élections municipales de Sainte-Rose, req. n° 383377](#)

Le Conseil d'État confirme le rejet du compte de campagne du candidat en tête de la liste ayant remporté les élections municipales à Montauban mais juge qu'il peut conserver ses mandats de conseillers municipal et communautaire

[CE 6 mai 2015 Mme C., req. n° 385865](#)

Point de départ du délai de déféré du permis de construire tacite

[CE 6 mai 2015 Mme B., req. n° 366004](#)

Indemnisation de la valeur non amortie des biens de retour

[CE 4 mai 2015 société Domaine Porte des neiges, req. n° 383208](#)

En l'absence de titre de propriété, le juge administratif s'en remet au critère fonctionnel pour définir si un mur de soutènement, situé à l'aplomb d'une voie publique, constitue une dépendance du domaine public.

[CE 15 avril 2015 Mme C..., req. n° 369339](#)

Légalité interne du permis de construire

[CAA Lyon 28 avril 2015 ville de Dijon, req. n° 13LY03526](#)

Ensemble de projet éolien unique et demandes distinctes de permis de construire

[CAA Bordeaux 16 avril 2015 association Saint-Priest Environnement, req. n° 13BX03243](#)

Application de l'article L. 600-5-1 du code de l'urbanisme en 1<sup>ère</sup> instance et en appel

[CAA Paris 12 mars 2015 société Udicité, req. n° 13PA03047](#)

## Vu par ailleurs

Adaptation du secret professionnel dans les échanges d'informations entre autorités administratives et suppression de la production de pièces justificatives

[Le secrétaire d'État chargé de la réforme de l'État et de la simplification a présenté une ordonnance relative à l'adaptation du secret professionnel dans les échanges d'informations entre autorités administratives et à la suppression de la production de pièces justificatives.](#)

Source : compte-rendu du Conseil des ministres du 06/05/2015

Contrat public

Prudence en matière de reconduction tacite...

[Par un arrêt du 4 mai 2015, le Conseil d'Etat apporte des précisions relatives à la clause tacite de reconduction et rappelle les moyens permettant d'écarter un contrat lors d'un litige opposant les parties à cette convention.](#)

Source : localtis.info du 07/05/2015

Référé précontractuel : qui peut saisir le juge ?

[Le Conseil d'Etat considère qu'une société n'ayant pas déposé de candidature peut saisir le juge du référé précontractuel à condition de respecter deux exigences : avoir vocation à exécuter le contrat et avoir été dissuadée de présenter une candidature ou une offre.](#)

Source : localtis.info du 06/05/2015

Code des marchés publics : la menace constitutionnelle

[Procéder à une véritable codification ne serait pas sans risque.](#)

Source : la gazette des communes du 06/05/2015

Urbanisme

A Marseille, les urbanistes sont à pied d'œuvre pour dessiner la future métropole

Les trois équipes retenues n'ont que quelques mois pour proposer une vision du territoire et des projets pour la future métropole marseillaise, à même de susciter l'adhésion d'élus toujours majoritairement opposés à sa mise en place.

Source : le Moniteur du 06/05/2015

Concertation avant les grands projets d'aménagement : inscrire la démocratie participative dans la loi

La concertation en amont des grands projets d'aménagement doit être inscrite dans la loi, a suggéré mardi 5 mai le sénateur PS Alain Richard, président de la commission chargée après Sivens de faire des propositions sur la démocratie participative.

Source : le Moniteur du 06/05/2015

Environnement

Démocratie participative : du concret derrière l'effet de mode ?

Plus un projet d'aménagement sans que ne soit brandie la nécessité d'une concertation citoyenne. Mais prend-elle vraiment ? Enrichit-elle le projet mis en débat ? Et quels sont les retours des collectivités qui font des efforts en la matière ? Le 5 mai, à l'occasion d'un colloque organisé par le ministère de l'Ecologie à Paris, présenté comme un point d'étape du vaste chantier de modernisation du dialogue environnemental, des élus ont témoigné de la pertinence ou non de certains dispositifs testés localement.

Source : localtis.info du 07/05/2015

Collectivités territoriales

### Réforme de la DGF : vers un électrochoc pour le bloc communal

[Une "dotation universelle de fonctionnement" sanctuarisée, une péréquation recentrée et une "DGF locale" intégrant le fait intercommunal tout en respectant les communes : c'est un grand chamboulement pour les finances du bloc communal que propose Christine Pires Beaune, qui a présenté au Comité des finances locales, mardi 5 mai, son rapport sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement \(DGF\). La députée, qui vise davantage d'équilibre, de lisibilité et de péréquation, veut maintenant passer ses propositions à la moulinette des simulations financières en vue de les intégrer au PLF 2016.](#)

Source : la gazette des communes du 06/05/2015

### Mutualisation au sein du bloc local : un guide des bonnes pratiques

[Le ministère de la Décentralisation et de la Fonction publique a publié le 5 mai un guide recensant les bonnes pratiques de mutualisation entre communes et communautés alors que le projet de loi « Notre » cherche à encourager ces initiatives. Achats, systèmes d'information ou encore voirie font partie des champs explorés.](#)

Source : le Courrier des maires du 06/05/2015

### Un guide de bonnes pratiques sur la mutualisation pour les collectivités locales

Guide : « [La mutualisation au service des communes, des intercommunalités et de leurs établissements](#) »

Source : action-publique.gouv.fr du 05/05/2015

### L'évolution de l'organisation régionale de l'État consécutive à la nouvelle délimitation des régions

[Rapport - Avril 2015](#)

Source : igf.finances.gouv.fr

Transport

100 M€ pour des chantiers de rénovation routière et fluviale

[Le secrétaire d'Etat aux Transports Alain Vidalies a annoncé mercredi 6 mai un plan gouvernemental de 100 millions d'euros, pour 150 chantiers de remise en état de routes nationales et voies navigables.](#)

Source : le Moniteur du 07/05/2015

### **Vu dans les revues**

AJDA n° 15-2015 du 4 mai 2015 p.848, *La perception des redevances aéroportuaires est une activité industrielle et commerciale*, par Laurent Boissy

AJDA n° 15-2015 du 4 mai 2015 p.880, *Principe de sécurité juridique et application dans le temps des règles relatives aux délais de prescription*, par Gweltaz Eveillard

JCPA - 20 avril 2015, Comm. 2106 : Commentaire - *Le bail commercial et le domaine public : nouvelles d'un couple tumultueux (CE, 24 nov. 2014)*, par Élise Langelier

### **Presse**

Recyclage accéléré pour les friches urbaines

[La publication avant l'été de deux décrets d'application de la loi Alur doit placer la gestion des sols pollués au cœur des projets de réhabilitation urbaine et faciliter la reconversion des friches. Un gisement foncier non négligeable.](#)

Source : les Echos du 06/05/2015

Travail dominical : les 12 « dimanches du maire » appliqués dès 2015

[Travail : Les sénateurs ont adopté dans la nuit de lundi à mardi un amendement gouvernemental au projet de loi Macron sur la croissance permettant aux maires le souhaitant d'autoriser dès 2015, une fois la loi promulguée, jusqu'à douze ouvertures dominicales dans l'année \(le maximum aujourd'hui autorisé est de cinq.](#)

Source : les Echos du 06/05/2015

Travail dominical : où en est le projet de loi ?

[Dans la nuit du lundi 4 mai au mardi 5 mai, le Sénat a validé, comme l'avait déjà fait avant lui l'Assemblée nationale, le principe d'une augmentation, de cinq à douze, du nombre de dimanches où les commerces pourront obtenir une autorisation d'ouverture](#)

Source : le Monde du 05/05/2015

Loi Macron : le Sénat approuve les 12 dimanches ouverts par an

[Le Sénat a voté le volet de la loi Macron prévoyant l'ouverture 12 dimanches par an dans la distribution.](#)

Source : le Parisien du 05/05/2015